Nations Unies E/2011/17

Conseil économique et social

Distr. générale
25 avril 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011
Genève, 4-29 juillet 2011
Point 10 de l'ordre du jour provisoire*
Coopération régionale

Vue d'ensemble de la situation économique et sociale en Afrique en 2011

Résumé

Les pays africains ont continué de se relever de la crise financière et économique, avec un taux de croissance de leur produit intérieur brut de 4,7 % en 2010 contre 2,3 % en 2009. La hausse des prix des produits de base et des exportations, l'adoption de politiques budgétaires et monétaires anticycliques à long terme et l'accroissement de la demande intérieure dans nombre de pays, l'augmentation des flux d'aide et des investissements étrangers directs dans les industries d'extraction, et la diversification des exportations, notamment des produits manufacturés, les services commerciaux et le tourisme ont été les principaux facteurs de croissance sur le continent. La croissance a continué de varier sensiblement d'une sous-région et d'un pays à l'autre en 2010, atteignant 5,2 % dans les pays exportateurs de pétrole et 4 % dans les pays importateurs. Les déficits budgétaire et des comptes courants se sont creusés en 2010 mais les équilibres macroéconomiques ont généralement été maintenus et les taux d'inflation ont baissé dans la plupart des pays et l'ensemble du continent. Il est probable que les troubles politiques actuels en Afrique du Nord et dans d'autres sous-régions pèseront lourdement sur les perspectives de croissance. Le taux de croissance de l'Afrique en 2011 restera donc certainement très en deçà du taux de 5,1 % prévu au début de l'année. Par ailleurs, la croissance ne s'est pas accompagnée de la création d'emplois et les progrès accomplis en vue de réduire la pauvreté et d'atteindre d'autres cibles des objectifs du Millénaire pour le développement restent lents, en particulier en Afrique subsaharienne.

* Voir E/2011/1.

11-30979 (F) 130511 170511

Merci de recycler

I. Introduction

1. L'Afrique a poursuivi et renforcé son rétablissement économique, qui s'était amorcé au lendemain de la dernière crise mondiale avec un taux de croissance moyen de son produit intérieur brut (PIB) de 4,7 % en 2010 contre 2,3 % en 2009. Le PIB réel par habitant a aussi augmenté en 2010 de 2,4 % pour l'ensemble du continent. Les pays exportateurs de pétrole ont connu une expansion plus forte que les pays importateurs. Malgré des risques de ralentissement, les perspectives de croissance demeurent bonnes pour l'Afrique, qui devrait pouvoir tabler sur un taux de croissance moyen de 5 % en 2011.

2. Ce redressement s'explique par un certain nombre de facteurs positifs, dont la réactivation de la demande de produits d'exportation et la hausse des prix des produits de base, l'augmentation de l'aide et des courants d'investissements directs étrangers, en particulier dans les industries d'extraction, la reprise du tourisme, les investissements dans les infrastructures, associés à des politiques anticycliques adoptées par de nombreux pays africains, le réveil de l'activité dans le secteur des services, en particulier dans les télécommunications, la hausse de la demande des consommateurs et de bonnes récoltes dans certains pays. Par rapport aux précédentes reprises, le rétablissement en cours se caractérise à la fois par sa rapidité et sa remarquable vigueur.

3. Même si l'on observe des écarts notables d'un pays à l'autre, en 2010, les taux d'inflation ont en général baissé. La plupart des pays africains ont donc poursuivi une politique monétaire souple ou neutre. Les déficits budgétaires ont augmenté à la suite de politiques budgétaires expansionnistes, incitant certains pays à faire preuve d'une plus grande rigueur en matière de politique budgétaire et à consolider leur budget. En 2010, le déficit des comptes courants s'est creusé légèrement, en raison en partie de la forte croissance des importations, impulsée par des investissements publics audacieux, la relance de la demande privée et l'augmentation des prix alimentaires et de l'énergie.

4. Il reste au réveil économique du continent à entraîner une réduction sensible du chômage, en particulier chez les jeunes et les groupes vulnérables, qui demeure élevé. Le fort taux de chômage et les prix élevés des denrées alimentaires ont provoqué des troubles politiques et sociaux dans certains pays africains comme l'Algérie et la Tunisie. Le fait que la croissance de l'Afrique ait peu d'impact sur l'emploi et donne peu de résultats au niveau social découle de l'absence de diversification économique véritable et de la forte dépendance traditionnelle par rapport à la production et aux exportations de produits de base, d'où la nécessité de promouvoir la transformation économique de l'Afrique pour qu'elle puisse accélérer et entretenir sa croissance et atteindre ses buts de développement social.

II. Faits nouveaux marquants dans l'économie mondiale et incidences pour l'Afrique

5. Au lendemain de la crise financière et économique mondiale, l'économie mondiale a manifesté des signes de redressement pendant le premier semestre de 2010. Ces signes ont quelque peu faibli au cours du deuxième semestre. Les écarts de croissance ont persisté en 2010, en particulier entre les économies développées, d'une part, et les pays en développement et émergents, de l'autre. D'après le Fonds

monétaire international (FMI), dans les pays développés, en particulier aux États-Unis d'Amérique, dans les pays de l'Union européenne, en Australie et au Japon, la croissance est demeurée atone. En 2010, des déficits budgétaires excessifs et la dégradation de la situation financière dus au renflouement des institutions financières ont causé une grave crise de la dette souveraine dans l'Union européenne.

6. Certains pays européens ont réagi face à cette crise de la dette souveraine en adoptant des mesures d'assainissement des finances publiques strictes consistant entre autres à revoir les dépenses publiques à la baisse. Le rééquilibrage budgétaire s'est traduit par la suppression de nombreux débouchés dans le secteur des services publics, quitte à aggraver un taux de chômage déjà élevé, et a freiné la croissance économique dans la zone euro ainsi que l'économie mondiale. Les économies en développement et émergentes, la Chine et l'Inde en particulier, ont bien rebondi. Cela dit, en 2011, ces pays devraient aussi connaître un ralentissement de la croissance.

7. Les économies développées ont enregistré une diminution des déficits commerciaux entre 2008 et 2009, provoquée par une baisse plus nette des importations que des exportations. Le FMI estime que dans les économies développées, le taux du solde des comptes courants par rapport au PIB devrait demeurer relativement stable, avec un surplus de 0,3 % en 2010 et de 0,1 % en 2011. Cette évolution dissimule des différences à travers ce groupe de pays.

8. En 2010, le déficit commercial des États-Unis s'élevait à 3,2 % mais il devrait tomber à 2,6 %, en partie à cause de la faiblesse de la consommation des ménages. L'incertitude économique et la détérioration de leur compte de patrimoine amènent effectivement les ménages américains à diminuer leurs dépenses, ce qui pourrait contribuer à réduire le déficit commercial. Dans la zone euro, dans l'ensemble, les comptes courants seront pratiquement équilibrés en 2010 et 2011, avec des écarts au sein de la zone. L'Allemagne continue de bénéficier d'un énorme surplus, alors que la Grèce et le Portugal, les plus touchés par la crise de la dette souveraine dans la zone euro, ont affiché des déficits supérieurs à 10 % en 2010.

9. La balance des comptes courants dans les pays émergents et en développement s'est détériorée en 2010. Il devrait en aller de même en 2011, notamment parce que les mesures d'incitation fiscale mises en œuvre dans ces pays ont entraîné une forte hausse des importations. On compte, malgré tout, quelques exceptions. Ainsi, en 2010, la Chine a enregistré un surplus de sa balance des comptes courants de 4,7 % du PIB, surplus qui devrait atteindre 5,1 % en 2011, tout en restant inférieur aux niveaux affichés avant la crise économique et financière, qui dépassaient les 10 %.

10. Pendant la crise financière mondiale, la baisse de la demande des économies développées a provoqué la chute de 56 % de l'indice des prix des produits de base par rapport au sommet atteint en juillet 2008. Une reprise des indices des prix des produits de base s'est amorcée en février 2009. Fin septembre 2010, l'indice avait récupéré près de 53 % de sa valeur par rapport à son niveau le plus faible en 2009, grâce à l'augmentation de la demande émanant de pays émergents et en développement, en pleine croissance.

11. Les prix de la plupart des produits de base ont augmenté en 2010, mais les variations et la sensibilité aux chocs économiques étaient inégales d'un produit à l'autre. Les prix alimentaires ont été les plus stables, tandis que les prix des métaux,

suivis de ceux de l'énergie, ont subi les fluctuations les plus importantes. Les cours du pétrole sont étroitement associés à ceux des autres produits de base. Comme ils augmentent régulièrement, en 2011, les pays africains exportateurs de pétrole devraient jouir d'un redressement économique ferme et régulier.

12. L'évolution de l'économie mondiale a des incidences non négligeables sur les pays africains en général, encore que la direction et l'ampleur de ces incidences varient naturellement d'un pays à l'autre. En 2010, la hausse de la demande de produits de base et des prix a généré une croissance rapide des exportations et de la production des pays africains. Cela dit, l'insuffisance des structures de production et d'exportation du continent risque d'entretenir sa vulnérabilité historique aux chocs extérieurs.

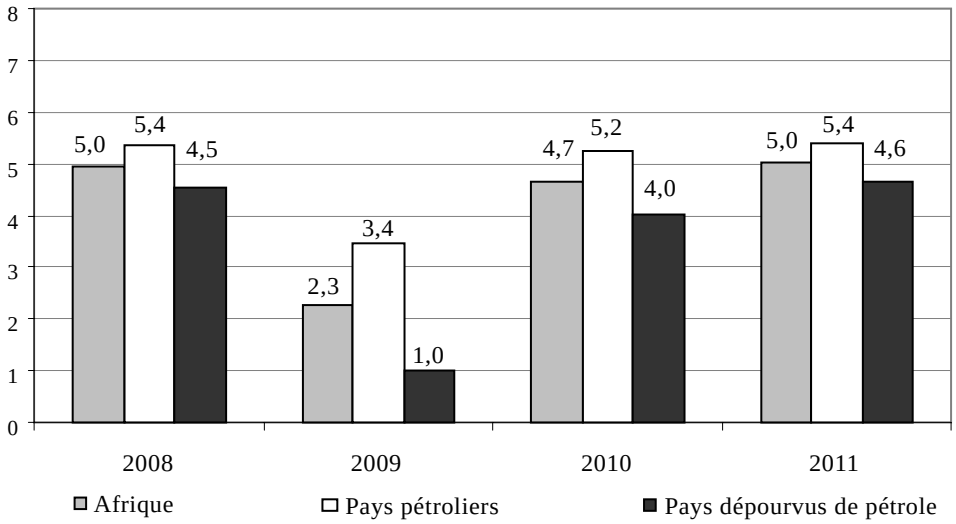
13. En 2010, l'augmentation en valeur nominale des prix des produits de base s'est soldée par une amélioration des termes de l'échange ainsi que des balances extérieures de nombreux pays africains exportateurs de produits de base. En 2011, la plupart des exportateurs de pétrole du continent devraient continuer à enregistrer des surplus au titre de leur balance des comptes courants, tandis que celle des pays africains importateurs de pétrole se dégradera. La flambée des prix des céréales posera aussi des difficultés majeures en particulier aux pays africains à faible revenu, fortement tributaires des importations de denrées alimentaires, pour éradiquer la faim.

14. Les envois de fonds vers l'Afrique n'ont pas autant baissé que prévu mais la hausse projetée de 5 % sur la période 2010-2011 est bien inférieure aux taux de croissance que l'on avait connus avant la crise. De même, l'aide publique au développement (APD) destinée à l'Afrique pourrait être révisée à la baisse vu la conjoncture économique difficile que traversent certains pays donateurs, ce qui aurait de graves conséquences sur les dépenses publiques de nombreux pays africains en 2011 et au-delà.

III. Performance économique de l'Afrique en 2010

15. En 2010, l'activité économique a redémarré partout en Afrique. Alors que la plupart des économies retrouvaient une partie du dynamisme perdu en 2009, le rythme de la reprise a varié d'un pays et d'une sous-région à l'autre. Les pays exportateurs de pétrole ont connu une plus forte expansion (5,4 %) que les pays importateurs (3,9 %), perpétuant la tendance des 10 dernières années (voir fig. I). Une caractéristique importante de la croissance des pays exportateurs de pétrole tient à la part croissante du secteur autre que pétrolier qui n'a cessé d'augmenter sa part dans le PIB au cours des dernières années. La force du secteur non pétrolier reflète les efforts en cours consentis par les pays exportateurs de pétrole pour diversifier leur économie. En fait, tant les pays producteurs de pétrole que les autres ont enregistré une croissance rapide du secteur non pétrolier et non minier qui, si elle se maintenait, ferait de l'Afrique, pendant la deuxième décennie du XXI^{e} siècle, le continent à la croissance la plus rapide.

Figure I
Croissance en Afrique, pays exportateurs de pétrole par rapport aux pays importateurs, 2008-2010 (en pourcentage)



Source : Calculs effectués par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à partir des bases de données de la CEA et du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, novembre 2010.

16. Le redressement de l'Afrique va aussi de pair avec une augmentation notable des courants de capitaux privés. Les investissements directs étrangers sont repartis à la hausse, suite à l'intérêt croissant porté au secteur minier, en même temps que les investissements étrangers dans les secteurs des services et manufacturiers. En 2010, après les investissements directs étrangers, les envois de fonds ont continué de représenter la deuxième source de courants de capitaux vers l'Afrique, soit près de 7 % du PIB de l'Afrique. La même année, les courants d'aide à destination de l'Afrique ont augmenté de 4 % malgré les difficultés économiques rencontrées par de nombreux pays donateurs; certains pays africains ont aussi continué de bénéficier d'un allégement de leur dette.

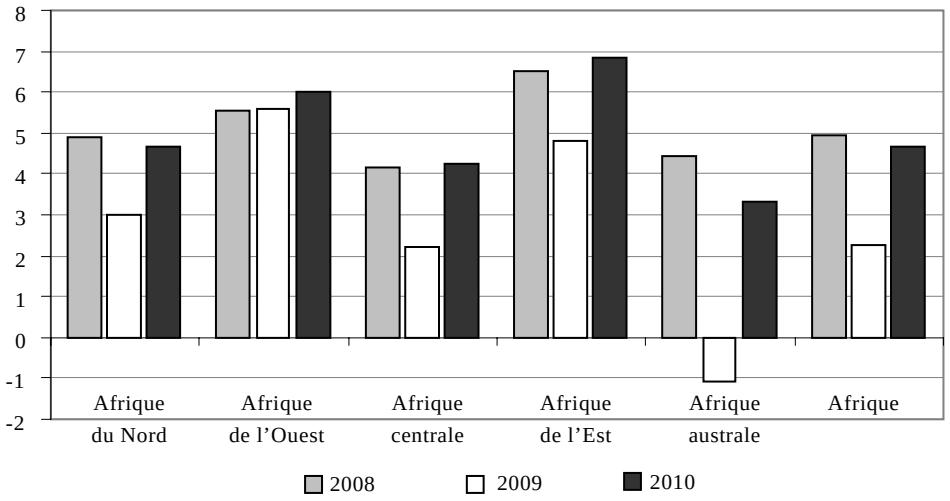
17. En 2010, de nombreux pays africains ont maintenu des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes, en même temps que des balances intérieures et extérieures saines et viables, preuve de la poursuite d'une saine gestion économique sur le continent. L'amélioration de la gestion macroéconomique – y compris des taux de change et des crédits budgétaires – comptait parmi les facteurs qui ont aidé de nombreux pays africains, dont certains relativement peu pourvus en ressources naturelles, à atteindre et maintenir un taux de croissance élevé, accompagné d'une diversification notable de la production et des exportations au cours des 10 dernières années.

18. Dans l'ensemble, la diversification des exportations concernait les produits à la fois traditionnels et non traditionnels comme les fleurs et les produits manufacturés, les services commerciaux et le tourisme. L'Afrique a été en 2010 la seule région au monde à enregistrer un taux de croissance du tourisme de 9 %, grâce en partie à l'impulsion donnée par l'écho, qui a retenti dans le monde entier, de la

coupe du monde de football en Afrique du Sud et au rétablissement économique des pays dont les touristes étaient originaires. Le tourisme devrait avoir de bonnes perspectives de croissance en 2011.

19. En plus des différences entre pays exportateurs et importateurs de pétrole, les taux de croissance du PIB global dissimulent d'importantes disparités entre les sous-régions et les pays. Parmi les cinq sous-régions d'Afrique, ce sont l'Afrique de l'Est (6,8 %) et l'Afrique de l'Ouest (6 %) qui ont obtenu les meilleurs résultats en 2010, suivies de l'Afrique du Nord (4,7 %), principale sous-région productrice de pétrole, l'Afrique centrale (4,3 %) et l'Afrique australe (3,3 %) (voir fig. II).

Figure II
Les chiffres de la croissance par sous-région, 2008-2010 (en pourcentage)



Source : Calculs effectués par la CEA à partir des bases de données de la CEA et du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, novembre 2010.

Afrique de l'Ouest

20. En 2010, les résultats économiques se sont améliorés dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Entre autres facteurs de croissance importants, on comptait des cours et des recettes du pétrole élevés ainsi que la reprise de l'activité non pétrolière (Nigéria), la relance du bâtiment et du secteur des services (Ghana), de bons résultats dans les secteurs agricole et minier (Sierra Leone) et une augmentation des recettes d'exportation de caoutchouc (Libéria). En 2010, la Guinée et le Niger ont enregistré des taux de croissance du PIB positifs.

21. Mais il s'est avéré que la croissance manquait de solidité à cause de la persistance des troubles politiques et de l'insécurité qui ont limité les possibilités d'un véritable redressement économique. En 2010, la croissance du PIB a été bridée dans la deuxième économie de la sous-région, en l'espèce la Côte d'Ivoire, en partie à cause des coupures de courant et de l'incertitude politique auxquelles le pays était en proie avant et après les élections de novembre. Le différend quant à l'issue de l'élection présidentielle et ses répercussions politiques et sécuritaires risquent de porter atteinte à la croissance en 2011 également.

Afrique de l'Est

22. En 2010, l'Afrique de l'Est a poursuivi sur sa lancée de 2009 grâce aux chiffres impressionnants de la croissance dans des pays comme l'Éthiopie, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Rwanda. Ces pays ont enregistré une expansion notable de leurs services industriels, tout spécialement du sous-secteur des télécommunications et de celui du bâtiment. Entre autres facteurs supplémentaires de croissance dans les économies qui ont connu la croissance la plus rapide dans la sous-région, on peut citer l'augmentation de la production agricole (Éthiopie), l'augmentation de la production minière (République-Unie de Tanzanie) et la poursuite d'investissements majeurs dans le développement des infrastructures, financés par des donateurs (Éthiopie et République-Unie de Tanzanie). Ailleurs dans la sous-région, la reprise de la croissance s'est aussi accélérée en 2010, au Kenya et à Maurice par exemple. L'impasse politique a continué de nuire à l'activité économique à Madagascar, dont le PIB a diminué pour la deuxième année consécutive.

Afrique du Nord

23. La plupart des pays d'Afrique du Nord ont connu une reprise vigoureuse en 2010. La croissance du PIB a été très nette dans la Jamahiriya arabe libyenne et en Mauritanie, grâce à une augmentation des dépenses publiques et au dynamisme de secteurs comme l'agriculture, le bâtiment et les activités minières s'agissant de cette dernière. L'économie égyptienne a maintenu son cap de croissance au fil des dernières années, attendu qu'une politique budgétaire expansionniste a continué d'exercer des effets positifs sur la demande. Parallèlement, la croissance économique s'est accélérée au Soudan, suite notamment à la croissance très nette de son secteur des services. La croissance du PIB a aussi redémarré en Tunisie à la faveur de la hausse de la production industrielle et des investissements, encore que le redressement soit limité par la reprise modeste qu'ont connue ses principaux partenaires commerciaux, les pays de l'Union européenne en l'espèce. La croissance économique du Maroc, bien qu'encore relativement forte, s'est ralentie en même temps que la production agricole chutait après les récoltes exceptionnelles de 2008-2009.

Afrique australe

24. Dans l'ensemble, l'Afrique australe a connu une forte croissance au cours des trois premiers trimestres de 2010, grâce à la fois aux répercussions de la coupe du monde de football organisée en Afrique du Sud et aux exportations conséquentes des secteurs minier et manufacturier. Cependant, la croissance a perdu de son élan au cours du quatrième trimestre à mesure que la consommation des ménages reculait. En 2010, le Malawi, le Mozambique et la Zambie ont continué d'afficher des taux de croissance de 6 % ou plus, sous l'impulsion de l'augmentation de la production minière dans ces trois pays et de récoltes exceptionnelles au Mozambique et en Zambie. L'activité économique s'est pleinement redressée au Botswana et en Namibie, où les taux de croissance du PIB ont dépassé ou atteint les niveaux d'avant la crise, ce qui s'explique principalement par la demande mondiale de minerais. Le Zimbabwe a aussi poursuivi sur sa lancée. Sa croissance a bénéficié d'un certain nombre de facteurs, y compris de l'amélioration de l'environnement macroéconomique, de la hausse de la capacité industrielle et de la production manufacturière, et du tourisme.

Afrique centrale

25. En moyenne, les taux de croissance ont été modestes en Afrique centrale qui a enregistré un taux de croissance de 3,7 % en 2010 contre 2,5 % en 2009. Tous les pays d'Afrique centrale, à l'exception du Congo, ont connu un taux de croissance inférieur à 5 % en 2010, faute au premier chef de diversification des exportations, en raison de la fragilité persistante de la situation politique et sécuritaire en République centrafricaine et de la baisse de la production pétrolière en Guinée équatoriale, au Gabon et au Cameroun, malgré la poursuite de la forte expansion de leur secteur non pétrolier et de l'augmentation de l'activité minière. La production pétrolière dans ces pays a chuté à cause de la baisse des capacités de production de certains des gisements existants.

Dans l'ensemble, le redressement économique de l'Afrique ne s'est pas accompagné de la création d'emplois

26. Des renseignements de nature empirique et de rares données actualisées sur le chômage donnent à penser qu'en 2010 la croissance de l'emploi et la création de débouchés ont été dans l'ensemble décevantes sur le continent, d'autant que la production avait bien rebondi. On retrouve là une caractéristique essentielle du redémarrage récent de la croissance en Afrique. Conjugué à la mauvaise qualité de l'enseignement, le fait que la structure économique des pays africains repose sur un nombre de secteurs restreint engendre de forts taux de chômage.

27. La création d'emplois demeure limitée dans des pays où la reprise économique est impulsée en grande partie par les secteurs miniers à forte intensité en capitaux, avec quelques rares relations interindustrielles verticales avec le reste de l'économie. Le fait que la croissance est tributaire de quelques secteurs seulement, la rapidité de la croissance démographique et les déficiences du marché du travail font qu'en Afrique les taux de croissance ont toujours été inférieurs à ce qu'ils devraient être pour créer suffisamment d'emplois et réduire la pauvreté.

28. La création d'emplois demeure aussi limitée dans certains pays à cause de la reprise plutôt modeste, le rythme de la croissance économique étant bien inférieur à ce qui serait nécessaire pour réduire sensiblement le chômage. L'Afrique du Sud en est un bon exemple. Elle a perdu des milliers d'emplois lorsque l'économie a plongé dans la récession en 2009 et ne les a pas retrouvés en 2010 faute d'une croissance assez rapide.

29. Le taux de chômage a certes baissé dans quelques pays africains comme l'Égypte et Maurice, mais seulement modérément à cause de la vigueur limitée de la reprise et de la nature des secteurs qui la soutenaient. Le chômage des jeunes en Afrique est demeuré à un taux élevé de près de 18 % ces 10 dernières années et les jeunes ont toujours le plus grand mal à décrocher un emploi décent. Cette situation particulièrement grave du chômage des jeunes est préoccupante. La vague récente d'instabilité politique en Afrique du Nord en est l'illustration.

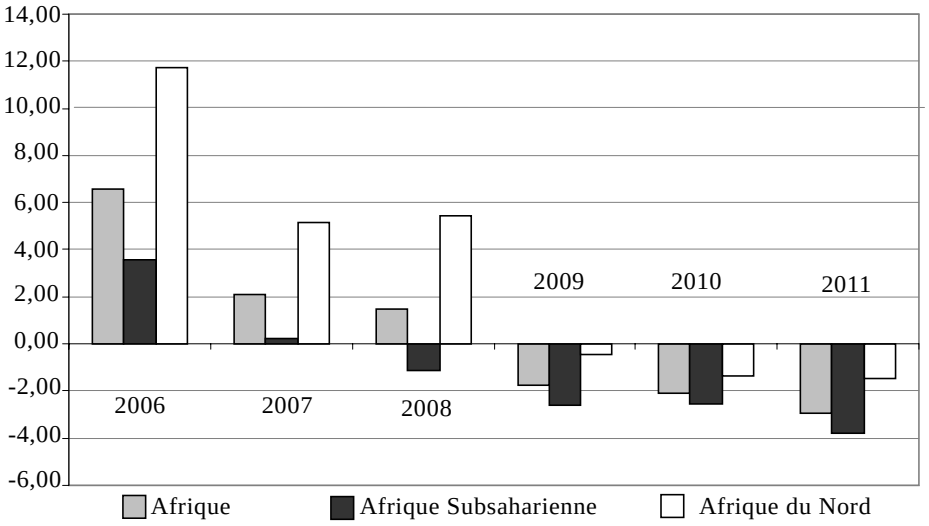
IV. Des déséquilibres macroéconomiques dus pour beaucoup aux chocs sur les cours des produits de base

Le déficit des comptes courants s'est légèrement détérioré

30. En moyenne, le déficit des comptes courants s'est légèrement creusé en Afrique, passant de 1,7 % du PIB en 2009 à 2,1 % en 2010 (voir fig. III). Ce déficit s'est accru modérément dans les pays importateurs de pétrole en partie à cause de la croissance vigoureuse des importations, stimulée par d'audacieux programmes d'investissements publics, la hausse de la demande privée et l'augmentation des cours du pétrole et de l'énergie. Cependant, comme l'embellie s'est confirmée chez leurs principaux partenaires commerciaux, les recettes d'exportation de ce groupe de pays sont reparties à la hausse, encore que ce soit à un rythme bien plus lent que celui des importations. Dans l'ensemble, ce sont les pays importateurs de pétrole sortant d'un conflit (Burundi, République démocratique du Congo et Libéria) et ceux appartenant à l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) qui ont accusé les déficits les plus élevés.

31. Parmi les principaux facteurs qui expliquent cet état de choses, on compte l'augmentation des importations de biens d'équipement et de denrées alimentaires, combinée aux capacités limitées d'exportation des pays qui sortent d'un conflit, à d'importants déficits et à une baisse sévère de transferts vers les pays membres de la SACU, due à la diminution des remises de fonds provenant de cette union douanière. La moyenne enregistrée dans les pays importateurs de pétrole dissimule la contraction du déficit des comptes courants de certains pays producteurs de minerais, comme le Burkina Faso, le Mali et la République-Unie de Tanzanie. Ces pays ont en effet profité de l'amélioration des termes de l'échange grâce en partie aux cours élevés de l'or, l'une de leurs principales exportations.

Figure III
Tendances des comptes courants, 2008-2010
(En pourcentage)



Source : Calculs effectués par la CEA à partir des bases de données de la CEA et du FMI, novembre 2010.

32. En plus des pays producteurs d'or, les pays qui ont enregistré une amélioration de leurs comptes courants étaient pour la plupart des pays exportateurs de pétrole. La position extérieure de ce groupe de pays s'est améliorée en 2010, du fait de la hausse des cours et de la demande de pétrole. À l'augmentation des recettes d'exportation s'est ajoutée la hausse des entrées de transferts courants associés aux versements du FMI, qui ont aussi contribué à assurer le surplus des comptes courants dans certains pays.

33. La reprise des entrées de capitaux privés, en particulier des investissements directs étrangers, dans certaines des économies africaines les plus avancées, provoquée en partie par des écarts de taux d'intérêt et de croissance entre ces pays et les pays développés, a eu pour conséquence une appréciation nominale plus ou moins grande des devises. En 2010, ce phénomène, associé à des taux d'inflation relativement élevés par rapport à ceux de leurs partenaires commerciaux, s'est soldé par une légère appréciation du taux de change réel dans des pays comme l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigéria.

L'inflation est restée en général modérée à travers le continent

34. L'inflation en Afrique est tombée de 8,3 % en 2009 à 7,2 % en 2010 et devrait encore baisser pour atteindre 6,4 % en 2011. Cette tendance reflète l'offre accrue de produits agricoles dans certains pays, la vigueur de certaines devises, l'excédent de capacités et les pressions concurrentielles qui s'exercent à travers le continent. Les prix à la consommation ont baissé dans de nombreux pays, surtout en Afrique de l'Est et en Afrique australe (en Ouganda et en Zambie par exemple), notamment à la faveur de la stabilisation sensible des prix alimentaires avant le dernier trimestre de 2010. De bonnes conditions météorologiques dans ces pays ont contribué à de bonnes récoltes et ont permis une augmentation des disponibilités alimentaires.

35. L'inflation s'est aussi ralentie dans des pays comme le Ghana, où la stabilité de la devise nationale, le cedi ghanéen, a largement compensé les pressions inflationnistes associées à l'augmentation des dépenses publiques et des salaires. Ailleurs, la concurrence intense que se sont livrée les entreprises du secteur des télécommunications s'est soldée par une réduction spectaculaire des prix des services dans des pays comme le Gabon, tandis que des capacités excédentaires dans les secteurs productifs ont stoppé l'augmentation des prix à la consommation en Afrique du Sud.

36. Alors que les pressions inflationnistes se sont calmées dans la majorité des pays africains, quelques pays, dont le Mozambique et la Sierra Leone, ont été le théâtre d'une escalade des prix. En général, en 2010, les tendances inflationnistes ont beaucoup varié d'un pays à l'autre en raison de divers facteurs, parfois propres à tel ou tel pays. On peut citer notamment la hausse de la demande intérieure au Congo, en Jamahiriya arabe libyenne et au Nigéria par exemple, d'importantes dépenses publiques en Algérie, les effets différés de la dépréciation des devises de fin 2009, l'introduction d'une taxe sur les biens et services en Sierra Leone et la dépréciation des taux de change au Mozambique et au Soudan.

37. Les prix alimentaires en Afrique sont demeurés stables et ont même baissé dans certains cas avant le dernier trimestre de 2010, contrairement à ce qui s'est passé sur le marché international où les cours de ces produits, du blé et du riz en particulier, ont en général augmenté à cause de la hausse de la demande et des chocs

s'exerçant sur l'offre. Les inondations survenues en Australie, en Thaïlande et au Viet Nam ont provoqué des retards et une baisse de la quantité et de la qualité de leurs récoltes. Par contre, l'augmentation de la production agricole a contribué à la stabilisation des prix dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne. Ce n'est qu'en Afrique du Nord que les prix ont augmenté sensiblement du fait de sa dépendance vis-à-vis des importations de blé.

La plupart des pays ont conservé une politique monétaire neutre ou d'accompagnement

38. Vu le taux modéré de l'inflation et la nécessité de stimuler la demande intérieure et de soutenir la reprise en cours, la majorité des pays africains ont conservé une politique monétaire neutre ou d'accompagnement. Ainsi, des perspectives d'inflation raisonnable ont ménagé à la Banque de réserve sud-africaine une marge de manœuvre suffisante pour appuyer un assouplissement de la politique monétaire qui favorise le redressement.

39. En revanche, l'Éthiopie, le Nigéria et la République démocratique du Congo ont mis en œuvre une certaine austérité monétaire. Les banques centrales d'Éthiopie et de la République démocratique du Congo ont limité la croissance de la masse monétaire de manière à maîtriser l'inflation. Pour freiner les pressions inflationnistes suite aux bons résultats du secteur réel, et l'augmentation des dépenses publiques, en septembre 2010, la Banque centrale du Nigéria a relevé ses principaux taux directeurs et s'est lancée dans des opérations d'open-market pour contrôler les liquidités.

40. Dans certains des pays qui ont arrêté une politique monétaire expansionniste ou neutre en particulier, la politique monétaire doit s'attaquer entre autres au peu d'effet exercé par la réduction des taux d'intérêt sur le secteur réel. En effet, malgré les taux d'intérêt relativement faibles adoptés par de nombreux pays, les crédits au secteur privé ont stagné, car les banques commerciales, au vu de l'incertitude qui caractérisait la situation économique dans le monde, ont fait preuve de circonspection.

La poursuite d'une politique d'assouplissement fiscal a contribué à la détérioration de l'équilibre budgétaire

41. Dans l'ensemble, en 2010, l'équilibre budgétaire de l'Afrique s'est détérioré légèrement, passant d'un déficit de 5,7 % du PIB en 2009 à 5,8 % en 2010, provoqué essentiellement par une augmentation continue des dépenses publiques. Les dépenses publiques sont demeurées à un niveau élevé dans la majorité des pays car les gouvernements ont maintenu des mesures d'incitation destinées à amortir les effets différés de la crise économique et financière mondiale et à soutenir la reprise en cours. Le niveau relativement élevé des dépenses publiques reflétait aussi la mise en place de nouveaux régimes de rémunération coûteux dans la fonction publique, ainsi que les injections fiscales découlant de dépenses occasionnées par des rendez-vous électoraux, une douzaine d'élections ayant eu lieu en 2010.

42. La poursuite d'une politique budgétaire peu rigoureuse illustrait aussi les efforts déployés en vue de combler les déficits d'infrastructure, l'un des principaux buts des plans de développement à moyen terme formulés et mis en œuvre par plusieurs pays. Ces efforts ont été entrepris alors qu'un consensus se dégageait quant au rôle et à la place majeurs occupés par les États soucieux d'engager les

économies africaines sur la voie d'un développement durable, surtout lorsque les mesures prises étaient censées contribuer à l'édification et au renforcement des capacités de production.

43. Malgré le redressement économique et le relèvement des taux de croissance, en 2010, la plupart des pays ont continué à se heurter à des déficits publics d'une ampleur variable, car les dépenses publiques sont restées à des niveaux relativement élevés. Les pays membres de la SACU, l'Afrique du Sud en particulier, figuraient parmi ceux qui ont enregistré les déficits publics les plus importants suite à la diminution drastique des remises de fonds de la SACU.

44. De même, la détérioration des équilibres budgétaires et les préoccupations quant à la viabilité de la dette publique (ou viabilité budgétaire) ont incité certains pays à renoncer à l'objectif de politique fiscale d'une gestion de la demande à court terme au profit de la viabilité de la dette publique à moyen terme. La Mauritanie et le Soudan ont limité l'aggravation de leur déficit budgétaire en conjuguant l'augmentation des recettes publiques, moyennant le renforcement des capacités de leurs administrations douanière et fiscale, et une réduction des dépenses discrétionnaires. Au titre du budget pour l'exercice 2010/2011, dévoilé en février 2010, l'Afrique du Sud a prévu de mettre en œuvre un programme de consolidation fiscale se donnant pour cible une croissance réelle des dépenses publiques de 2 à 3 % par an.

V. Tendances du développement social en Afrique en 2010

45. Il reste à la reprise économique et à la croissance durable en Afrique à se concrétiser en progrès de développement social à la hauteur voulue, notamment à l'aune des nombreux indicateurs énoncés dans les objectifs du Millénaire pour le développement. Cela ne veut pas dire que l'Afrique n'a pas fait de progrès. En fait, la plupart des pays africains ont avancé plus ou moins rapidement dans la réalisation de toutes les cibles de ces objectifs, en réduisant sensiblement la sous-alimentation, en augmentant les taux d'inscription dans l'enseignement primaire et en améliorant leurs résultats en ce qui concerne certains indicateurs en matière de santé. Il n'en demeure pas moins que les taux de pauvreté, de mortalité maternelle et de chômage restent extrêmement élevés.

Les progrès enregistrés sur la voie de la réalisation des objectifs sociaux en Afrique demeurent insatisfaisants

46. Dans l'ensemble, en 2010, les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement sont demeurés mitigés dans la plupart des pays africains qui se sont heurtés à d'énormes difficultés. La lenteur avec laquelle progresse la réduction de la pauvreté extrême compte parmi les retards les plus remarquables enregistrés en matière de développement social. Les taux de pauvreté sont restés chroniquement élevés et la croissance économique ne s'est pas traduite par de réelles créations d'emplois et une hausse du revenu des couches les plus pauvres de la population. La proportion de travailleurs vivant avec moins de 1,25 dollar par jour est passée de 58 à 64 % entre 2008 et 2009.

47. Qui plus est, la crise financière mondiale a abouti à une baisse de la productivité. En 2011, environ 63,5 % de la population active d'Afrique subsaharienne risque de tomber au dessous du seuil de l'extrême pauvreté. Ce n'est que si les pays africains sont capables de faire en sorte que la croissance économique relativement forte, qu'il s'agisse du PIB total ou du PIB par habitant, aboutisse à la création d'emplois et se traduise par des prestations au profit des couches les plus défavorisées de la société que l'Afrique pourra vraiment progresser vers une réduction de l'extrême pauvreté.

48. En ce qui concerne l'éradication de la faim extrême, de nombreux pays africains ont enregistré une baisse de la malnutrition au cours des 12 derniers mois. La proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique est passée de 30 à 24 % en Afrique, à l'exception de l'Afrique du Nord, où moins de 5 % de la population souffre de sous-alimentation. Cette tendance positive reste néanmoins menacée par la flambée des prix internationaux des denrées alimentaires.

49. D'importants progrès ont aussi été faits d'un bout à l'autre du continent en matière d'éducation, les taux d'inscription dans l'enseignement primaire ayant augmenté de 18 % entre 1999 et 2009. Il est à noter en particulier que la suppression par le Burundi des frais d'inscription à l'école primaire a entraîné, depuis 1999, le triplement des taux d'inscription, qui ont atteint 99 % en 2009.

50. Cependant, de nombreux pays africains ont du mal à améliorer la qualité de l'éducation. La proportion d'écoliers achevant le cycle complet d'études primaires et la proportion d'élèves par enseignant, qui donnent bien la mesure de la qualité de l'enseignement dispensé, ne sont pas satisfaisantes. En dépit d'une certaine évolution positive, la proportion d'écoliers achevant le cycle complet d'études primaires avoisine 60 % dans la plupart des pays et le nombre d'élèves par classe reste très élevé. L'importance disproportionnée accordée à l'enseignement primaire par rapport à la formation professionnelle supérieure réclamée par le marché du travail est l'un des principaux facteurs de chômage. L'Union africaine l'a reconnu dans ses résolutions sur la deuxième Décennie de l'éducation (2006-2015), qui considèrent tous les niveaux de l'enseignement comme des éléments cruciaux du développement économique et social.

51. En 2010, par ailleurs, l'émancipation des femmes et l'égalité entre les sexes ont gagné du terrain. La parité garçons-filles dans les écoles primaires était en bonne voie, même s'il restait encore beaucoup à faire pour les niveaux supérieurs de l'enseignement. L'une des conséquences notables de l'émancipation des femmes résidait dans leur participation accrue aux prises de décisions et dans la possibilité qui leur était faite d'accéder à l'éducation dans des conditions d'égalité accrue, domaines dans lesquels des progrès avaient été réalisés quels que soient les pays. Certains pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe et de la Communauté d'Afrique de l'Est ont accompli des progrès non négligeables au niveau législatif avec 30 %, voire plus, des sièges de député occupés par des femmes. On peut citer à titre d'exemple le cas du Rwanda (56,3 %), du Mozambique, (39,2 %), de l'Afrique du Sud, (44,5 %) et de l'Ouganda (31,5 %) (d'après les données recueillies par l'Union interparlementaire). Le Rwanda est à la pointe de ce mouvement puisqu'il atteignait le pourcentage record de 56,3 % (à la chambre basse), dépassant le taux des pays scandinaves qui est de 45 %. Le Gouvernement mozambicain a recouru à un système de quota (30 % minimum des

sièges étant attribués à des femmes à tous les niveaux de la législature) pour garantir une représentation équitable des femmes dans la vie politique. Néanmoins, les inégalités entre les sexes demeurent préoccupantes, surtout dans le domaine de l'emploi et du revenu.

52. De nombreux pays africains ont quelque peu progressé dans la réalisation de certains objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé. Le taux global de mortalité des enfants de moins de 5 ans est tombé de 180 à 129 pour 1 000 naissances vivantes entre 1998 et 2008. En Érythrée, en Éthiopie, au Libéria et à Madagascar, ce taux a été réduit au moins de moitié. Cela dit, c'est dans les pays d'Afrique subsaharienne que l'on continue d'observer les taux de mortalité infantile les plus élevés du monde. En 2009, un enfant sur huit y mourait avant son cinquième anniversaire. En 2009, les 31 pays dont le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dépassait 100 pour 1 000 naissances vivantes se trouvaient en Afrique subsaharienne. C'est pourquoi, bien que ce taux de mortalité ait baissé de 28 % en Afrique subsaharienne depuis 1990, les progrès restaient insuffisants pour atteindre les cibles fixées dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement.

53. Sur le plan de la santé maternelle, les résultats demeurent aussi mitigés. Les dernières données disponibles font apparaître une baisse générale de la mortalité maternelle dans le monde. L'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est ont accompli des progrès significatifs, avec une réduction respective de 20 et 26,4 % de la mortalité maternelle entre 1980 et 2008. L'Afrique australe, par contre, a enregistré une augmentation de ce taux, qui est passé de 171 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 381 pour 100 000 en 2008. L'Afrique de l'Ouest a elle aussi enregistré une augmentation de 8,1 % au cours de la même période. Dans l'ensemble, depuis 1980, les taux de mortalité maternelle n'ont diminué en Afrique subsaharienne que de 3,3 %, soit une baisse bien inférieure aux résultats nécessaires pour atteindre l'objectif 5 du Millénaire pour le développement. Trois des six pays qui représentent 50 % de l'ensemble des décès maternels dans le monde se trouvent en Afrique, ce sont le Nigéria, l'Éthiopie et la République démocratique du Congo. À moins que les gouvernements ne fassent de la santé maternelle une priorité de leur programme de santé, l'Afrique continuera d'accuser le plus grand nombre de décès maternels dans le monde.

54. La lutte contre la pandémie de VIH/sida a continué de gagner du terrain. Dans 22 pays d'Afrique subsaharienne, le taux d'incidence du VIH a diminué de plus de 25 % entre 2001 et 2009. Fin 2009, 37 % des adultes et des enfants qui pouvaient prétendre à une thérapie antirétrovirale en bénéficiaient, contre 2 % seulement sept ans plus tôt. De même, les décès liés au sida ont chuté de 18 % en Afrique australe au cours des 12 derniers mois. Qui plus est, des progrès sensibles ont été enregistrés en ce qui concerne la réduction de l'incidence et de l'impact du VIH chez les enfants de moins de 15 ans, puisque l'on comptait 32 % d'enfants en moins nouvellement infectés et 26 % de décès liés au sida en moins parmi les enfants. Cependant, alors que l'accès à la thérapie antirétrovirale et les mesures de prévention se propageaient, le nombre total de personnes qui vivaient avec le VIH en Afrique, soit 22,5 millions en 2009, demeurait élevé.

55. Dans toute l'Afrique, l'accès à l'eau potable et aux réseaux d'assainissement s'est étendu, au profit direct de l'état de santé des populations. En 2008, dans neuf pays africains, l'accès à l'eau potable a été sensiblement amélioré par rapport aux

taux de couverture de 1990. Ainsi, entre 1990 et 2008, en Mauritanie, le réseau d'approvisionnement en eau est passé d'environ 40 à près de 60 % et, en Ouganda, de 40 à 80 %. Il ressort malgré tout d'informations dignes de foi qu'il existe des inégalités au niveau de l'accès et des résultats selon les quintiles de revenu et l'emplacement géographique. En moyenne, les ménages urbains jouissaient de possibilités d'accès à des services d'alimentation en eau potable de bonne qualité 3,7 fois supérieures à celles de leurs homologues des zones rurales.

56. En résumé, bien que l'Afrique ait fait beaucoup de chemin sur la voie de la réalisation de certains objectifs de développement social majeurs, dans l'ensemble, ces gains restaient mitigés et les pays se heurtaient à de nombreuses difficultés pour poursuivre sur la bonne voie. Il est préoccupant que la croissance économique durable de nombreux pays africains n'entraîne pas dans son sillage d'importantes avancées en matière de développement social. Quoiqu'il en soit, les pays africains ont absolument besoin d'un taux de croissance élevé et durable pour lutter avec plus d'efficacité contre la pauvreté et atteindre d'autres objectifs majeurs de développement social.

Facteurs entravant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement social

57. Les avancées plus ou moins rapides vers les objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement social sont influencées par trois grands facteurs. Il faut tenir compte, premièrement, du rythme et du caractère de la croissance. Comme on l'a indiqué plus haut, dans la plupart des pays, les taux de croissance restaient inférieurs aux niveaux requis pour permettre à l'Afrique de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Par ailleurs, la croissance du continent demeure fortement tributaire du secteur des produits de base, lequel n'est pas réputé pour sa souplesse en matière d'emploi. Deuxièmement, et c'est peut-être là le plus important dans certains cas, la réalisation des objectifs de développement social suppose un fort engagement politique. Les gouvernements doivent donc inscrire le développement social en tête de la liste de leurs priorités pour tirer le meilleur parti de la croissance économique à cet effet.

58. De même, il est indispensable d'affecter des crédits suffisants au développement social, comme le prouvent les résultats obtenus dans l'éducation grâce à l'engagement des gouvernements désireux d'accroître les taux d'inscription dans l'enseignement primaire. Les pays qui consacrent au moins 50 % de l'enveloppe budgétaire de l'éducation à l'enseignement primaire ont affiché le taux de progression le plus rapide. En Mauritanie, par exemple, les taux d'inscription dans l'enseignement primaire sont passés de près de 38 % en 1991 à 81 % en 2007 en partie parce qu'environ 60 % du montant total des dépenses d'éducation a été consacré à l'enseignement primaire.

59. Troisièmement, l'Afrique vient juste après l'Amérique latine pour ce qui est des inégalités recensées en ce qui concerne bien des indicateurs. Outre des disparités historiquement très fortes entre zones rurales et urbaines, elle se caractérise par de fortes inégalités horizontales, comme l'illustre l'exclusion de nombreux groupes sociaux de la participation active à la vie sociale, économique et politique de bien des pays. Les inégalités marquées et la concentration de la croissance dans des secteurs enclavés réduisent l'impact de la croissance économique sur la situation sociale.

60. Il est effectivement indispensable de réduire les inégalités dans l'accès aux services sociaux et, partant, dans les résultats du développement, y compris la santé et l'enseignement. Il existe un risque sérieux que les populations défavorisées soient laissées pour compte puisque la plupart des cibles sont des moyennes nationales. Ces inégalités expliquent en grande partie la lenteur des progrès accomplis par la région pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en matière de santé; des éléments d'information dignes de foi donnent en effet à penser que les sociétés plus égalitaires ont tendance à jouir d'un meilleur état de santé.

61. L'évaluation des résultats obtenus en matière d'objectifs de développement social doit aussi tenir compte du coût que représente l'accès aux biens publics. La lenteur des progrès vers certains objectifs du Millénaire pour le développement, surtout en ce qui concerne les services de santé, illustre ce phénomène. Les cibles fixées en matière de santé qui sont le plus loin d'être atteintes représentent un coût non négligeable pour le consommateur démuni. En revanche, le financement de la lutte contre une maladie spécifique désignée par le donateur, moyennant un financement vertical, semble agir sur le rythme des progrès. Un financement prévisible et suffisant pour s'attaquer au VIH/sida par exemple, qui passe par la gratuité du traitement, facilite la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. On peut observer le même phénomène dans le cas de la tuberculose et du paludisme.

62. En résumé, la pauvreté demeure un facteur critique du développement social sur le continent. Aussi faut-il absolument lutter contre ce phénomène si l'on veut réaliser les objectifs de développement social. L'une des stratégies de sortie de la pauvreté réside dans l'emploi. La faible élasticité de la croissance en matière d'emploi suppose que la croissance récente de l'Afrique s'est opérée en grande partie sans créer d'emplois. Le continent a donc besoin de promouvoir une croissance partagée qui repose sur une large assise pour réduire le chômage et la pauvreté et d'avancer plus rapidement dans la réalisation d'autres objectifs du développement social.

VI. Les perspectives sont favorables pour 2011 sous réserve de chocs exogènes

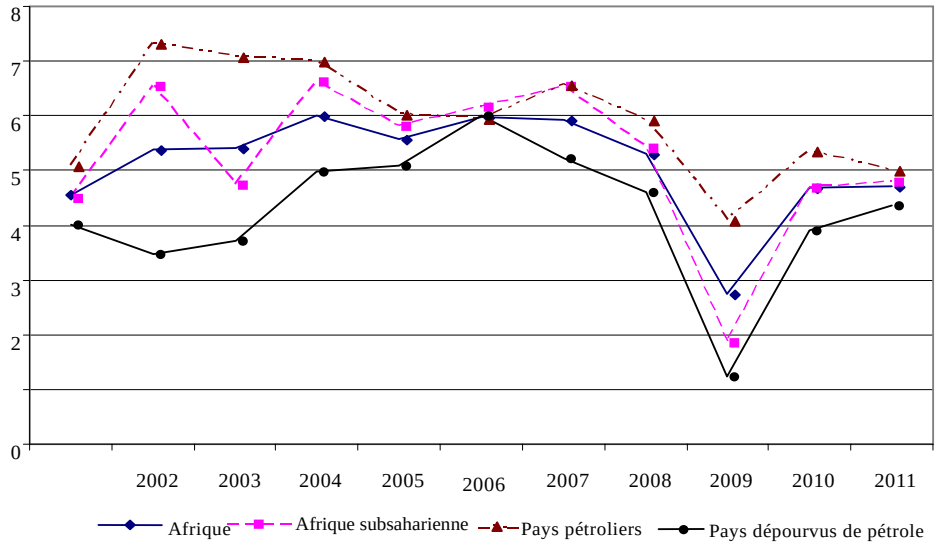
63. Le renforcement et l'élargissement des économies africaines devraient se poursuivre en 2011, le taux de croissance du PIB devant passer de 4,7 % en 2010 à 5 % en 2011 (voir figure IV). Ce redressement reflète les bons résultats économiques soutenus des pays tant exportateurs qu'importateurs de pétrole, qui profitent des facteurs de croissance examinés dans les sections qui précèdent. Le taux de croissance du PIB pour les pays importateurs de pétrole devrait passer à 4,6 % en 2011, contre 4 % en 2010, alors que celui des pays exportateurs de pétrole devrait atteindre 5,4 %, soit à peu près le même taux qu'en 2010. La poursuite des investissements dans les infrastructures et la production de métaux et de minerais destinés à l'exportation devraient sous-tendre la croissance économique dans certains pays importateurs de pétrole.

64. S'agissant des sous-régions, l'Afrique de l'Ouest est en passe de devenir, pour la troisième année consécutive, la sous-région qui connaît la croissance la plus rapide du continent, le taux de croissance de son PIB grimpant à 6,4 % en 2011. Ces bons résultats économiques sont largement tributaires de la croissance

impressionnante du Nigéria, du Ghana et du Libéria, dont le taux devrait dépasser les 7 %, en raison de différents facteurs. Entre autres facteurs de croissance, on devrait pouvoir citer le dynamisme actuel du secteur non pétrolier au Nigéria, l'exploitation commerciale des gisements pétrolifères du Ghana et l'augmentation des investissements directs étrangers dans le secteur minier du Libéria. Cela dit, en Afrique de l'Ouest, la croissance risque de subir les répercussions du conflit politique en Côte d'Ivoire, déclenchée par l'élection présidentielle de novembre 2010.

65. On s'attend à ce que l'Afrique de l'Est représente un autre pôle important de croissance en 2011 (6,4 %). Les taux de croissance du PIB de l'Éthiopie et du Mozambique devraient dépasser les 7 %, tandis que celui de l'Ouganda devrait s'en rapprocher. L'Afrique du Nord, l'Afrique centrale et l'Afrique australe suivront, avec des PIB qui devraient augmenter respectivement de 5,2 %, 4 % et 3,8 % également.

Figure IV
Croissance du produit intérieur brut en Afrique, 2001-2011
(En pourcentage)



Source : Calculs effectués par la CEA à partir des bases de données de la CEA et du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, novembre 2010.

66. Si les taux de croissance attendus sont nettement supérieurs à ceux atteints au cours des deux dernières années, il n'en reste pas moins qu'ils demeurent légèrement inférieurs à ceux observés avant la crise financière et économique mondiale. Qui plus est, ces taux sont encore inférieurs aux niveaux voulus pour avoir une influence sensible, d'un bout à l'autre du continent, sur le chômage et la lutte contre la pauvreté.

67. La reprise économique actuelle devrait s'inscrire dans le cadre de la perspective d'une inflation modérée. Tout porte à croire que les pressions inflationnistes se relâcheront ou se stabiliseront dans la majorité des pays, les pressions de la demande privée devant être mesurées et un certain nombre de pays devant avoir moins souvent recours aux facilités de découvert offertes par les banques centrales pour financer leurs déficits budgétaires.

68. Dans l'ensemble, les perspectives positives pour 2011 sont soumises à de nombreux risques potentiels à la baisse et autres incertitudes. L'un de ces risques tient au rythme et à la durée de la croissance chez les partenaires économiques des pays africains, en particulier les économies émergentes comme la Chine et l'Inde, qui influent sur la demande et les prix des exportations africaines. En même temps, les pays africains sont amenés à se spécialiser une fois encore dans le secteur primaire. Le dynamisme de la reprise en Europe et aux États-Unis se ressentira aussi sur le rythme de la croissance des exportations africaines, les recettes du tourisme,

les envois de fonds et l'APD, pesant ainsi sur les perspectives de croissance à court terme.

69. Avec 17 élections présidentielles et législatives prévues en 2011, un autre risque se profile à l'horizon, celui d'éventuels troubles politiques et de leur impact catastrophique sur l'activité économique. Les bouleversements et changements politiques dont certains pays comme la Tunisie et l'Égypte font l'expérience sont aussi susceptibles d'enrayer sensiblement la croissance de l'Afrique du Nord en 2011.

70. De mauvaises conditions météorologiques pourraient aussi avoir des conséquences négatives sur la production agricole et les prix alimentaires et ralentir l'activité dans d'autres secteurs, au détriment de la croissance économique. L'augmentation des prix alimentaires et du taux de chômage menacent la sécurité alimentaire ainsi que la stabilité sociale et politique de l'Afrique en général.

71. Les perspectives de croissance de l'Afrique à moyen terme risquent d'être influencées par les politiques budgétaires. En particulier, des mesures prématurées d'austérité budgétaire radicale pèseraient sur la demande intérieure et compromettraient les chances de consolider la reprise naissante. Il faudrait remettre à plat la politique budgétaire au profit de l'emploi et faciliter la transition vers la promotion des infrastructures et de la création d'emplois, ainsi que de la transformation structurelle en vue d'un développement économique et social plus durable.

72. Enfin, un autre risque touche à la disponibilité de ressources financières et en particulier d'APD. Bien que les flux d'APD à destination de l'Afrique aient redémarré en 2010, le fragile redressement des pays développés et la menace éventuelle d'une récession à double creux suscitent une incertitude considérable quant à leur volume futur.

VII. Conclusions

73. En Afrique, l'activité économique a nettement repris en 2010. Ce dynamisme ne devrait pas retomber, la tendance étant à la hausse du PIB en 2011. Le relèvement économique actuel s'explique en partie par la poursuite de politiques budgétaires et monétaires favorables. Des dépenses publiques relativement importantes ont accompagné la croissance économique, mais ont aussi creusé les déficits budgétaires. La position extérieure s'est aussi affaiblie, mais légèrement seulement.

74. Les fortes dépenses publiques et l'augmentation des déficits budgétaires et des comptes courants ont eu lieu alors que les gouvernements africains ressentaient le besoin urgent d'atténuer les effets économiques et sociaux de la crise mondiale. Cette crise a clairement mis en lumière la nécessité d'adopter des politiques plus efficaces de transformation économique, de création d'emplois, de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté sur le continent. Les politiques budgétaires et monétaires anticycliques à court terme doivent s'accompagner de mesures d'incitation en faveur des investissements dans les secteurs autres que ceux des produits de base, qui encouragent la transformation économique et la création dynamique d'emplois.

75. La nécessité de telles politiques explique en partie pourquoi l'intérêt manifesté pour la planification du développement et le rôle de l'État dans le développement

économique et social a ressurgi en Afrique au cours des dernières années. L'État se doit de jouer un rôle plus stratégique dans le développement, qui suppose non seulement de bâtir et de renforcer les capacités de production moyennant la suppression des facteurs qui limitent la croissance, dont les blocages en matière d'infrastructures et l'absence de transformation économique, mais aussi d'assurer avec efficacité la prestation des services publics afin de réaliser les objectifs sociaux.

76. Aux fins d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs de développement social, les pays africains doivent trouver des moyens pour faire en sorte que la croissance économique se traduise par la création d'emplois dignes de ce nom et favorise le développement social. La mise en œuvre de plusieurs mesures d'envergure peut y contribuer. Ces mesures s'entendent entre autres des dispositions à prendre pour inscrire les objectifs de développement social dans les stratégies nationales de développement et de croissance, assorties de crédits suffisants pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, de la promotion d'un secteur privé actif, avec la participation des groupes de la société civile et des organisations non gouvernementales aux efforts déployés pour atteindre les objectifs de développement social, et de l'amélioration des dispositifs nationaux de suivi et de compte rendu de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement social, ce qui suppose le renforcement des systèmes statistiques nationaux. Les pays africains doivent centrer leur attention sur les indicateurs de développement social propres à indiquer les domaines où ils accusent un retard sensible. L'éradication de l'extrême pauvreté devrait figurer en première place de leurs préoccupations.